

« Tendances »

Le lobby sioniste torpille le plan Baker-Hamilton

- Un coup de force pour protéger un dangereux secret
- Nouvel élan pour la cause palestinienne

31 MAI 2011

Depuis
Beyrouth
(Liban)Pays
● Palestine/Israël
● Liban**La tendance générale****Le lobby sioniste torpille le plan Baker-Hamilton**

Lorsque le projet des néoconservateurs a échoué sous les coups de boutoirs des résistances irakienne, libanaise et palestinienne, l'establishment US a décidé de réagir pour empêcher l'effondrement total de l'empire, en créant une commission bipartisane appelée Baker-Hamilton. Cette commission a publié une série de recommandations basées sur deux principes : la conclusion d'arrangements avec la Syrie et l'Irak pour assurer un retrait honorable d'Irak, et contraindre Israël à accepter un plan de paix reposant sur la création d'un État palestinien en Cisjordanie et Gaza et sur la restitution du Golan à la Syrie.

Après l'élection de Barack Obama, beaucoup ont cru, à tort, que le nouveau président états-unien mettrait immédiatement en œuvre les recommandations de la commission Baker-Hamilton.

On peut déduire, après le discours d'Obama devant l'AIPAC et les politiques agressives de Washington à l'égard de Téhéran et de Damas, que le lobby sioniste, sous la direction de Benyamin Netanyahu, a achevé son coup d'État contre la tendance Baker-Hamilton. Le Premier ministre israélien a réussi à pousser les États-Unis à adopter des politiques offensives, au service de l'État hébreu, dans le but d'enterrer définitivement la paix juste et globale en refusant le droit au retour des réfugiés palestiniens et en consacrant le fait accompli né de la colonisation à outrance de la Cisjordanie et de la judaïsation de Jérusalem. Ces nouvelles réalités sapent les fondements même du futur État palestinien. Les pressions exercées sur la Syrie et l'Irak visent à soumettre ces deux pays, les seuls qui ont encore une politique indépendante vis-à-vis de l'Occident dans la région, à l'hégémonie israélienne. Le même sort est réservé aux mouvements de résistance libanais et palestiniens.

Lors des élections de mi-mandat, en novembre 2010, le lobby sioniste a prouvé ses capacités à influencer sur les politiques de la Maison-Blanche concernant la colonisation et la judaïsation, dans ce qui pouvait être considéré comme la première manche de la confrontation entre l'État hébreu et l'administration US. À la veille du début de la campagne électorale présidentielle, le congrès de l'AIPAC est venu asséner le coup de grâce aux recommandations de la commission Baker-Hamilton. Barack Obama, les membres de son administration et les élus du Congrès, se sont honteusement soumis à la volonté d'Israël. Tous les paris et illusions de certains arabes sur la possibilité de libérer les États-Unis de l'influence israélienne se sont effondrés. À défaut de

processus de paix, Obama dirige une opération de fusion stratégique entre les USA et Israël, et tous les pays de la région sont sommés de se soumettre à ses impératifs.

La demande formulée par le secrétaire à la Défense, Robert Gates, dernier gardien des recommandations du groupe Baker-Hamilton —il faisait lui-même partie de cette commission— de proroger le délai de présence des troupes états-uniennes en Irak, plante le dernier clou dans le cercueil de cette fameuse initiative, qui visait à contenir les conséquences catastrophiques de l'échec des néoconservateurs au « Moyen-Orient élargi ».

Le nouveau pari des États-Unis est construit sur une alliance avec les Frères musulmans. Mais les événements en Égypte montrent que la nouvelle génération de militants de cette confrérie, ainsi que le mouvement révolutionnaire dans son ensemble, vivent un éveil politique qui s'articule autour de la question de la Palestine.

Le refus de la direction des Frères de participer à la manifestation du 27 mai marque le début du divorce entre la confrérie et la jeunesse révolutionnaire, y compris une partie de sa base. La vieille garde des Frères préfère, visiblement, conclure des arrangements avec les généraux du Conseil militaire suprême, alliés du Pentagone.

Entre la fusion stratégique avec Israël, la fièvre révolutionnaire des jeunes en Égypte, et l'échec manifeste du complot contre la Syrie, les États-Unis vont vivre des moments difficiles au Moyen-Orient. D'autant plus difficiles qu'un mouvement déterminé, comprenant des sunnites et des chiïtes, hostiles au maintien des GI's en Irak, commence à voir le jour.

La tendance au Liban

Un coup de force pour protéger un dangereux secret

L'occupation par les Forces de sécurité intérieure (FSI) *manu militari* d'un bâtiment appartenant au ministère des Télécommunications, et l'interdiction faite au ministre concerné, Charbel Nahas, de pénétrer dans l'immeuble, constituent un coup de force et un comportement digne des milices qui ont semé haine, mort et destruction, pendant la guerre civile. Pour un camp qui prétend depuis des années vouloir édifier un État, en opposition au Hezbollah, accusé de gérer un « État dans l'État », la coalition du 14-Mars a montré que ses agissements sont en contradiction totale avec ses slogans. Sans la moindre honte, scrupule ou regret, le directeur général des FSI, le général Achraf Rifi, a ouvertement outrepassé les ordres que lui avaient pourtant donnés son supérieur hiérarchique et ministre de tutelle, le ministre de l'Intérieur Ziyad Baroud.



Le directeur général des Forces de sécurité intérieure libanaises (FSI), le général Achraf Rifi

Fonctionnaire de première catégorie et, en principe, commis de l'État, Achraf Rifi a agi comme un chef de milice de la pire espèce, allant jusqu'à mettre en doute le nationalisme d'un ministre au-dessus de tout soupçon, Charbel Nahas, et à se vanter de hauts faits imaginaires qui, du reste, font partie des devoirs que lui impose sa fonction. Croyant effrayer son interlocuteur, il lui a rappelé comment il a affronté le groupe intégriste sunnite Fateh al-Islam et son chef Chaker el-Absi. Alors que tout le monde sait que c'est l'Armée libanaise qui a éradiqué ce groupuscule au prix de 170 morts dans ses

rangs, pendant que Rifi entretenait des contacts avec l'entourage d'el-Absi, comme en attestent des enregistrements sonores que tous les Libanais ont eu l'occasion d'écouter. Les FSI sont même soupçonnées d'avoir laissé s'enfuir les principaux chefs du groupe, dont ce même Chaker el-Absi.

Faisant fi de toute logique et foulant du pied les lois et la Constitution, le 14-Mars et son chef, le Premier ministre chargé d'expédier les affaires courantes —Saad Hariri, qui passe le plus clair de son temps à l'étranger—, ont offert un soutien total à Achraf Rifi. Le ministre de l'Intérieur Ziyad Baroud, bien qu'il ne fasse pas partie du camp politique de Charbel Nahas, a pourtant reconnu que le général Rifi avait désobéi aux ordres, en refusant de retirer les agents des FSI du bâtiment en question.

L'insubordination de général Rifi et son comportement qui a frôlé l'hystérie, suscitent de nombreuses interrogations. Pourquoi tant d'acharnement à défendre un bâtiment et le second étage qui, en théorie, contient des équipements offerts par la Chine en 2006 et que le ministre Nahas voulait lui remettre afin qu'elle les modernisent et les adaptent aux nouvelles normes en vigueur ?

Achraf Rifi et son complice Abdel Menhem Youssef, l'obscur directeur général de l'entretien et de la compagnie publique de téléphone Ogero au ministère des Télécommunications, étaient-ils en train d'utiliser les équipements chinois pour des objectifs secrets, comme par exemple assurer des lignes téléphoniques aux insurgés syriens le long du littoral et dans le Nord de la Syrie ? Y a-t-il un lien entre ce mystérieux et illégal 3ème réseau de cellulaire et les réseaux d'espionnage israéliens démantelés ces trois dernières années ? S'agit-il, tout simplement, de l'exploitation illégale de 50 000 lignes téléphoniques pour des raisons financières ?

Pour que le général Rifi se permette un tel comportement, il faut que les enjeux, quels qu'ils soient, en valent vraiment la peine.

Malgré toutes les tentatives d'étouffer l'affaire, le général Michel Aoun —l'autorité de référence politique du ministre Nahas— est déterminé à aller jusqu'au bout. Le Hezbollah le soutient. Les jours qui viennent seront peut-être porteurs de réponses qui risquent de surprendre et de choquer une grande partie des Libanais.

La tendance dans le monde arabe

Nouvel élan pour la cause palestinienne

La victoire de la Résistance libanaise en l'an 2000, qui a contraint Israël à se retirer du territoire libanais sans contrepartie politique, a constitué une source d'inspiration pour les Palestiniens. Les efforts frénétiques de l'Occident visant à réduire le conflit à sa dimension israélo-palestinienne, en lui ôtant sa dimension arabe, ont échoué. Les réalités ont prouvé l'impossibilité d'isoler les uns des autres les volets de l'étau dans les pays directement concernés par le conflit avec Israël. Pendant des décennies, la Syrie a résisté aux blocus et aux pressions destinés à briser ses relations avec les mouvements de résistance dans le but de la pousser à la reddition en acceptant des compromis au détriment de ses droits nationaux dans le Golan.

Entre temps, les Palestiniens ont réussi à libérer Gaza en obligeant le « dur » Ariel Sharon à s'enfuir de la bande. Ils ont également réussi à défendre l'étroit territoire face aux agressions israéliennes et aux énormes pressions occidentales, conduites par les États-Unis, qui ont honteusement foulé aux pieds leurs principes démocratiques en refusant de reconnaître la victoire du Hamas aux élections de en janvier 2006, surveillées par des observateurs venus d'Europe et d'Amérique.

Les nouvelles situations issues des révolutions au Moyen-Orient montrent que les peuples arabes, notamment en Égypte et en Jordanie, restent attachés à leur cause centrale, celle de la Palestine. En dépit de la signature des accords de paix de Camp David et de Wadi Araba, ces peuples ont refusé toute normalisation avec une entité qui a spolié la terre des

Palestiniens.

La détermination des États-Unis et de l'Europe à imposer l'hégémonie israélienne s'illustre dans l'adoption du projet d'« État juif », qui passe obligatoirement par le refus du retour des réfugiés palestiniens, la liquidation de la présence palestinienne en Cisjordanie, l'accentuation des pressions sur les arabes des territoires de 1948, et la judaïsation de Jérusalem.

L'occupation israélienne a pratiquement torpillé les fondements du projet des deux États et l'a transformé en slogan creux que les Palestiniens ne sont même pas autorisés à concrétiser symboliquement aux Nations unies à cause de la menace de sanctions et de représailles de Washington.

L'éveil des Palestiniens qui s'est manifesté lors de la marche du retour du 15 mai, et l'effervescence populaire en Jordanie et en Égypte autour de la Palestine, présagent que la lutte des Palestiniens va connaître un nouvel élan à la lumière des réalités consacrées par les victoires de la Résistance libanaise en l'an 2000 et en 2006.

Discours, déclarations et communiqués

Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

Extraits du discours prononcé à l'occasion du 11ème anniversaire de la libération du Sud du Liban.

« Les positions du Hezbollah concernant les révoltes arabes sont claires : elles reposent d'abord sur la position du régime par rapport à la cause arabe centrale, à savoir la Palestine, sa position par rapport à la Résistance, et, enfin, sur la capacité du régime à procéder à des réformes. Les régimes égyptien et tunisien étaient imperméables aux revendications de leurs peuples. De plus, ils étaient à la solde de la politique américano-israélienne. En Syrie, il s'agit d'un régime ami, protégeant la cause palestinienne et la Résistance, opposé aux plans américano-israéliens dans la région, et le président Bachar el-Assad souhaite réellement procéder à des réformes. Il faut donc l'appuyer. Il faut se souvenir des sacrifices syriens consentis au Liban, notamment lorsque la Syrie a empêché la partition du Liban. Les États-Unis veulent confisquer les révolutions arabes et ils tentent ouvertement de les acheter à coups de milliards de dollars (...) Nous ne sommes pas concernés pour participer à des combats en dehors du Liban, et si jamais nous devons le faire, ce serait la tête haute et au vu et au su de tout le monde. Concernant les accusations contre le Hezbollah lancées par le président Obama au cours du Forum politique de l'AIPAC, la position états-unienne n'est pas nouvelle, mais c'est le fait que le président américain la dise aussi clairement qui l'est. Il l'a fait pour satisfaire les sionistes et il s'agit, en quelque sorte, d'une préparation de l'acte d'accusation du TSL. Je remercie d'ailleurs le président Obama pour sa déclaration parce qu'il a confirmé les soupçons formulés par le Hezbollah depuis des mois. Il a donc divulgué le contenu de l'acte d'accusation du TSL, alors que le juge Fransen et le procureur Bellemare font semblant de dire qu'il est secret. Les accusations d'Obama montrent effectivement que l'acte d'accusation est politisé et que les États-Unis y jouent un rôle. Si l'accusation est portée par un homme juste, il faut s'en inquiéter, mais si elle l'est par ceux qui accomplissent des assassinats, elle n'a aucune valeur. Il ne faut pas oublier que le registre états-unien en matière d'assassinats politiques est riche et pour n'en citer qu'un, il faut se rappeler la voiture piégée placée à Bir el-Abed pour assassiner Sayyed Mohammad Hussein Fadlallah en 1985, attentat qui avait fait une centaine de morts. Le président états-unien ne s'est pas contenté d'accuser, il a aussi jugé et condamné (...) Sur le plan interne, on ne peut accuser la nouvelle majorité d'être responsable du retard dans la formation du gouvernement, car il y a en fait trois parties : le président de la République, le Premier ministre désigné et la nouvelle majorité. La véritable raison du retard réside dans les conditions et les exigences US posées aux responsables. Mais le Hezbollah n'a pas la moindre intention d'exercer des pressions sur un de ses

alliés, car, au final, nous atteindrons l'objectif fixé. En outre, nous rejetons toute idée d'un gouvernement de technocrates. Le gouvernement au Liban doit être politique (...) Nul, au Liban ou ailleurs, ne pourra prendre nos armes. Le Premier ministre israélien qui a évoqué devant le Congrès US le cas de 12 000 missiles entre les mains du Hezbollah, doit mettre à jour ses informations, car il y en a bien plus (...) Après les discours d'Obama et de Netanyahu, les Palestiniens n'ont qu'une seule possibilité, recourir à la résistance. La Ligue arabe doit retirer l'initiative de paix arabe présentée en 2002 qui n'a plus de raison d'être. Les illusions sont désormais tombées et les dirigeants arabes qui disaient à leurs populations qu'aux États-Unis, les démocrates sont différents des républicains sont démentis par les faits : tous ont pour principal souci dans la région la sécurité et la protection des intérêts d'Israël (...) Depuis le 25 mai 2000, l'ère des défaites arabes est révolue et celle des victoires a commencé. La peur a changé de camp ; désormais, elle est du côté d'Israël qui est bien plus faible qu'on ne le croit. »

Nabih Berry, président du Parlement

Extraits de déclarations devant ses visiteurs, dont l'ancien Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin

« Les révolutions égyptienne et tunisienne passent encore par une période de test. La jeunesse égyptienne qui a offert l'un des exemples les plus nobles des révolutions (...) Les États-Uniens tentent de contenir et d'endiguer ces révolutions. Dans les pays qui ont une politique qui lui convient, Washington tente de retarder et de circonscrire les mouvements de révolte. Les États-Uniens ne veulent qu'un processus de réforme dans la forme. Il faut rester sur ses gardes face à l'exploitation américaine des développements en Égypte, où les citoyens n'ont toujours pas obtenu les résultats escomptés de la révolution (...) Le Liban devrait soutenir le régime syrien parce que cela est d'abord dans son intérêt. De plus, l'alternative est connue, les islamistes. Attention à l'effondrement de la mosaïque confessionnelle syrienne si le régime actuel tombe. Cette mosaïque est semblable à la mosaïque libanaise, même si cette dernière est régie par des règles précises et un certain équilibre. Si, pour le Liban, la France est la porte de l'Occident, la Syrie est pour lui la porte de l'Orient. »

Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères

Communiqué

« La Russie est opposée à une discussion sur le problème syrien au Conseil de Sécurité des Nations unies. M. Lavrov a fait cette déclaration lors d'une conversation téléphonique avec son homologue syrien Walid al-Moallem. M. Lavrov a déclaré que la Russie maintiendrait sa position concernant la question syrienne. Au cours de l'entretien, le chef de la diplomatie syrienne a informé M. Lavrov des mesures prises par les autorités syriennes en faveur des réformes politiques nationales et du rétablissement de l'harmonie nationale, ajoute le communiqué. »

Ali Fayyad, député du Hezbollah

« L'enlèvement des touristes estoniens, les tentatives d'impliquer le Liban dans les troubles en Syrie, l'invasion de l'immeuble des Télécoms par les FSI, et le récent crime contre la FINUL, font partie d'un même contexte qui vise la nouvelle majorité, ses tentatives pour former un nouveau gouvernement et son rôle dans la gestion du pays. L'enjeu de l'escalade est d'embarrasser la nouvelle majorité et montrer qu'elle amène chaos et tensions. »

Communiqué du **Hezbollah**

« Après le très grave conflit survenu autour du ministère des Télécommunications, et la rébellion des services de renseignement qui en ont occupé le siège, comme si l'État se retournait contre lui-même, le Hezbollah estime que le citoyen libanais est en droit d'être informé de ce qui se passe dans son pays, et de savoir si l'État est gouverné par des services de

sécurité officiels, ou par des groupuscules et des îlots sécuritaires qui obéissent à certains responsables politiques plutôt qu'aux instances officielles. Le Hezbollah juge que l'incident révèle qu'un grand danger guette le Liban, à savoir, un coup d'État qui menace de saper les institutions et de les vider de leur sens constitutionnel au profit de personnes qui se prétendent loyales au pays mais qui, en fait, œuvrent à le détruire.

Le Hezbollah s'étonne du fait qu'on empêche un ministre d'exercer ses fonctions dans son propre ministère, et considère que la désobéissance aux ordres du ministre de l'Intérieur, dont ont fait preuve certaines factions, nous amène à nous demander si le troisième réseau de communication est utilisé pour des gains matériels, pour des complots, ou alors, si ce réseau est utilisé par le 14-Mars, en dehors des institutions de l'État.

De plus, les réactions agressives du 14-Mars, qui vont à l'encontre de toute logique constitutionnelle ou légale, ne font qu'alimenter les interrogations et rendent les réponses de plus en plus urgentes, surtout que l'on remarque que ce sont ceux qui parlent de revenir à la logique de l'État qui le sapent et détruisent ses institutions, compte tenu du récent incident autour des télécommunications.

Il est de plus en plus clair pour tous de voir quel est le camp qui œuvre contre l'État et quel autre veut l'édifier. Le Hezbollah dénonce les graves manœuvres miliciennes et en appelle aux responsables concernés afin que des mesures radicales soient prises, pour protéger le droit du citoyen et sa sécurité. »

Réactions après l'attentat contre un convoi italien de la FINUL

Michel Sleiman (Président de la République)

« Cette attaque criminelle vise à déstabiliser la sécurité au Liban. Les instances compétentes doivent ouvrir une enquête pour identifier les auteurs de cet acte et les déférer devant la justice. »

Nabih Berry (Président du Parlement)

« C'est une attaque criminelle et un crime terroriste. Il faut identifier les auteurs de ce crime et les sanctionner. Le vide politique offre l'opportunité aux criminels de cibler la sécurité dans le but de semer le chaos. »

Hezbollah

« Nous condamnons l'attentat contre un convoi du contingent italien de la Finul qui est un acte criminel. Les instances compétentes doivent ouvrir une enquête pour en identifier les auteurs. »

Marwan Hamadé (Député proche du 14-Mars)

« L'explosion contre la patrouille italienne est une étape supplémentaire dans la série de complots fomentés contre le Liban et ses relations internationales. Ce genre de messages envoyés via le Liban et au détriment de son peuple ne passe plus. Il s'agit d'une vaine tentative de ramener le Liban aux années 80, à l'ère de l'enlèvement des otages et des voitures piégées. »

Nouhad Machnouk (Député du Bloc Hariri)

« Certains analystes politiques libanais avaient menacé depuis des mois que les forces onusiennes seraient les otages des forces de facto au Liban. Cette explosion ne modifiera pas l'attitude de la communauté internationale, le droit du peuple syrien à la liberté et à la justice et le développement des manifestations en Syrie. L'attentat menace la paix au Liban et la résolution 1701 qui a assuré le calme et la paix à l'issue de l'agression israélienne en 2006. »

Presse

Al Moustaqbal (Quotidien libanais appartenant à la famille Hariri, 27 mai 2011)

C'est probablement la dixième fois que le ministre sortant des Télécommunications, Charbel Nahas, est impliqué dans la

transformation du secteur des télécoms en une arène pour les conflits, la politique revancharde, la dérogation aux lois, et l'atteinte à la productivité. Le ministre Nahas a tenté de mettre la main sur le troisième réseau de télécommunications et de le sortir du giron de la légalité sans aucune justification légale.

As Safir (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 27 mai 2011)

Le ministre sortant de l'Intérieur, Ziyad Baroud, a brandi l'arme de la démission d'un gouvernement démissionnaire après l'affrontement entre le ministre sortant des Télécommunications Charbel Nahas et le service de renseignement des Forces de sécurité intérieure (FSI). Certains ont interprété la démarche du ministre Baroud comme une manière de se dérober à sa responsabilité, mais en réalité, le ministre faisait ainsi son deuil de la dernière chance de voir un minimum d'État édifié. Une image bien triste et bien laide. Le vide du pouvoir permet de piétiner les lignes rouges sans que personne ne demande des comptes. L'occupation du bâtiment relevant du ministère des Télécoms est l'un des épisodes de la mainmise, *manu militari*, sur les biens publics, à travers l'abus de pouvoir. Les FSI sont devenues partie prenante des clivages politiques en cours, et ont donné d'elles-mêmes l'image d'une milice, ce qui constitue un affront à cette institution, à son histoire et à son rôle national.

As Safir (25 mai 2011)

Sami Kleib

L'histoire du conflit arabo-israélien retiendra que seul le Hezbollah a réussi à modifier l'équation idéologique et psychologique du mythe de l'armée de défense israélienne invincible (...) Il a pu ébranler la doctrine sioniste elle-même, ainsi que la certitude militaire sur laquelle comptait le peuple israélien depuis 1947. Pourquoi le Hezbollah a-t-il pu vaincre Israël malgré tous ses moyens militaires ? La raison est toute simple : cette victoire est particulièrement due à des combattants qui se sont appuyés sur leur religion et leur foi en leur terre, en plus de l'entraînement militaire nécessaire pour relever le défi. Même si la Résistance est islamique, elle a des partisans au sein des autres communautés religieuses. Quant au Hezbollah, il est appelé, après les révolutions arabes, à proposer une nouvelle lecture de la réalité arabe et du rôle qu'il peut y jouer, et il n'y aura aucune honte à inclure dans cette lecture une certaine autocritique pour évoluer.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars, édition du 25 mai 2011)

Rosanna Bou Mounsef

La situation gouvernementale semble au point mort dans l'attente des résultats des développements régionaux. La crise en Syrie a plus d'impact qu'on le croit sur la situation libanaise. Elle rééquilibre les rapports des forces entre les deux principaux camps politiques ; un équilibre malmené depuis la chute du gouvernement Hariri. Des sources du 8-Mars interprètent la visite du secrétaire d'État adjoint US chargé des Affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman au Liban sous cet angle-là, d'autant que certains avaient cru que l'arrivée au pouvoir du 8-Mars écarterait les États-Uniens de la scène. L'équilibre rétabli annule la possibilité de former un gouvernement monochrome, qui serait en plus dépourvu de la couverture politique régionale d'habitude assurée par la Syrie.

Al Hayat (Quotidien saoudien édité à Londres, 26 mai 2011)

Paris, Randa Takieddine

Des sources proches de la majorité et du Hezbollah imputent le retard gouvernemental à des interventions régionales et à des pressions occidentales sur le premier ministre désigné Najib Mikati en ce qui concerne la clause sur le TSL dans la déclaration ministérielle du prochain gouvernement. Des raisons internes ont également entravé le processus, même si le nœud du portefeuille de l'Intérieur a été résolu. La cause principale demeure toutefois externe, à savoir les pressions occidentales liées au TSL.

Les sources expliquent que lorsque M. Mikati a été désigné pour former le gouvernement, il a été convenu entre lui, la nouvelle majorité et le Hezbollah, de gérer la situation après la parution de l'acte d'accusation comme le souhaitait la nouvelle majorité. L'acte d'accusation serait donc ignoré sur le plan local et ne serait pas appliqué. Le Hezbollah aiderait Mikati à élaborer une déclaration ministérielle qui ne le mettrait pas dans l'embarras sur le plan international. Cependant, Mikati n'a pas pu résister aux pressions du secrétaire d'État adjoint Jeffrey Feltman qui l'a mis dans une situation encore plus embarrassante.

Sur le dossier syrien, les sources indiquent que la situation en Syrie s'est aggravée en raison de l'intervention de groupes salafistes qui se sont infiltrés en Syrie à partir de l'Irak. Les sources reconnaissent la nécessité d'engager des réformes, mais insistent sur la responsabilité des groupes salafistes dans le massacre de soldats syriens. Elles estiment que la chute potentielle du régime syrien risque d'entraîner une guerre confessionnelle qui s'étendrait au Liban. Les groupes salafistes et les forces occidentales qui sont derrière eux, en particulier les États-Unis, peuvent faire la même chose au Liban. La situation sera extrêmement dangereuse dans la région si la situation se dégrade en Syrie parce que les tensions confessionnelles sont exacerbées partout.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la nouvelle majorité, 27 mai 2011)

Ibrahim el-Amine

La responsabilité de la rébellion des Forces de sécurité intérieure (FSI) contre le ministre des Télécommunications Charbel Nahas incombe à l'enfant Saad Hariri qui n'arrive pas à accepter le fait qu'il soit sorti du pouvoir. La bataille des Télécoms intéresse Saad Hariri pour des raisons variées : privées d'abord, liées notamment à la privatisation du secteur et l'intérêt commercial qu'il peut en tirer, mais surtout pour des raisons liées à la mainmise sur les biens de l'État, comme l'histoire de son père avec [le groupe immobilier] Solidere. Le comportement milicien manifesté par les bandes armées des FSI bénéficie toutefois d'une couverture politique qui va au-delà de Saad Hariri. De qui vient cette couverture ? De l'Arabie saoudite ? Des États-Unis ? Au moment où la majorité est occupée par les calculs gouvernementaux et les citoyens ploient sous le joug des crises économiques et politiques consécutives, Saad Hariri lâche ses gangs pour fermer les routes et établir des périmètres de sécurité dans tout Beyrouth. Il est temps de faire tomber ces gangs !

Al Akhbar (22 mai 2011)

Ibrahim el-Amine

Le président Bachar el-Assad a refusé des deals proposés par des émissaires arabes et étrangers, qui lui proposaient de dissoudre le parti Baas au pouvoir et d'écarter les personnalités touchées par les sanctions occidentales, de retirer l'armée de la rue et de lancer les réformes, d'accepter de s'engager dans des négociations directes intensives avec Israël, qui déboucheraient sur la signature d'un accord de paix en vertu duquel Israël se retirerait du Golan sous certaines conditions. L'Occident offrirait ainsi un prétexte à Assad pour rompre son alliance avec le Hezbollah et le Hamas et fermer ce volet des relations syro-iraniennes.

En contrepartie, les dirigeants de la plupart des pays arabes alliés de l'Occident ainsi que l'UE et les États-Unis offriront des aides financières de plus de 20 milliards de dollars pour aider Assad à lancer un processus de développement de grande envergure. Ces aides permettraient en outre à la Syrie de ne plus compter sur le soutien économique iranien.

Le président Assad a rejeté ces propositions. Il a affirmé à des émissaires arabes qu'il ne renoncera pas à l'alliance avec l'Iran et les forces de la Résistance, et qu'il souhaite engager les réformes mais suivant son propre programme.

Événements

Irak

- Des milliers d'Irakiens ont défilé à Bagdad pour exiger la fin de l'occupation US et dénoncer une possible extension de sa présence dans ce pays à l'initiative du leader chiite Moqtada Sadr. « Non, non à l'occupation ! Non, non à Israël », scandaient les manifestants alors que d'autres brûlaient des drapeaux des États-Unis et d'Israël.

- L'armée du Mahdi, relevant du courant sadriste, a organisé une parade à la même occasion.

Moqtada Sadr avait menacé d'une reprise des opérations militaires contre les forces de l'occupation si elles ne partaient pas à la date convenue, en décembre.

Huit ans après l'invasion du pays, l'armée états-unienne compte encore 45 000 hommes en Irak, qui devraient être partis à la fin de cette année. Cependant, Washington tente d'y maintenir 20 000 soldats sous prétexte de protéger son ambassade à Bagdad et ses consulats dans les provinces irakiennes.

Iran

- L'Iran a rejeté les accusations « sans fondement » du dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur un possible aspect militaire de son programme nucléaire.

« Dans ce rapport, on fait allusion aux mêmes questions répétitives et fatigantes, basées sur des accusations et spéculations sans fondement concernant certaines activités à objectif militaire », a déclaré Ali Asghar Soltanié, représentant de l'Iran à l'AIEA, cité par l'agence officielle Irna. « Sans nul doute, l'absence de preuves solides à l'appui des accusations de l'AIEA porte atteinte à la position de l'Agence », a ajouté M. Soltanié, affirmant que « le rapport montre une nouvelle fois qu'après huit ans d'inspections il n'y a aucun signe de déviation vers des objectifs militaires » dans le programme nucléaire iranien.

L'AIEA dit avoir reçu depuis son dernier rapport en février « des informations supplémentaires liées à de possibles activités liées au nucléaire et non déclarées, qui sont en cours d'évaluation

voltaire sharethis



Source **New Orient News (Liban)**

Les articles de cet auteur

Palestine/Israël

Liban

Medical Centre en Israël

Traitement medical de qualite pour patients du monde entier - SHEMER

www.Shemere.co.il/fr

Annonces Google